

<https://divergences.be/spip.php?article2810>



Jean-Pierre Garnier

# « Rénovation urbaine » à Ivry-sur-Seine : quand une municipalité « communiste » mène le petit peuple en bateau

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2012 - N° 30. Mars 2012 - Français - RÉISTANCES...RÉFLEXIONS... -  
Date de mise en ligne : vendredi 23 mars 2012

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Un chercheur en sociologie ou en géographie urbaine en quête d'un terrain d'étude idéal pour analyser une politique de *gentrification*, c'est-à-dire

d'« empetit-bourgeoisement » d'anciens quartiers populaires, n'aurait pas à chercher longtemps. Il n'aurait qu'à se rendre à Ivry-sur-Seine dans le secteur urbain situé le long du fleuve.

<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH300/64761654-788a9.jpg>

Certes, la municipalité de cette commune appartenant à ce que l'on appelait jadis la « banlieue rouge » de Paris n'a pas encore basculé dans le rosâtre social-libéral ou le verdâtre de l'écologisme gestionnaire. L'étiquette politicienne de son maire et de la majorité de ses élus demeure encore

« communiste ». Qu'à cela ne tienne ! C'est d'un communisme « rénové » qu'ils se réclament, ce qui implique, entre autres, de « rénover » aussi certaines zones dégradées et délaissées. Question qui fâche et que les édiles d'Ivry s'empressent d'éluider : au profit de qui ? Pour y répondre, il suffit de confronter ce que racontent les promoteurs de cette opération de

« requalification urbaine » à son déroulement sur le terrain et aux réactions des habitants qu'elle affecte.

Théâtre des opérations : le Quartier du port. Un quartier jadis ouvrier où se concentraient des établissements industriels. Las, à partir de la fin des soi-disant « Trente Glorieuses », Ivry-port, comme d'autres bastions prolétariens, subit de plein fouet la désindustrialisation. Usines et entrepôts se vident, rachetés par la mairie pour, paraît-il, « éviter la spéculation foncière ». On verra que c'est au profit de la spéculation immobilière.

Commence alors une longue période de déshérence. La commune perd une partie de ses habitants, les logements se vident ou se dégradent, les hôtels meublés et les immeubles insalubres se peuplent de précaires, dont beaucoup d'origine étrangère. La situation économique des habitants se fragilise et la vie de quartier s'étirole. La fin des haricots ? Non. Grâce à une nouvelle pratique du « communisme municipal », le renouveau pointe à l'horizon.

Ce renouveau se manifeste tout d'abord, depuis le début des années 2000, avec la reconquête progressive, à défaut d'être progressiste, des secteurs délaissés, par une nouvelle petite bourgeoisie, celle des salariés diplômés aux revenus confortables et à l'emploi garanti. Point n'est besoin d'avoir une maîtrise de sociologie urbaine, en effet, pour savoir à qui s'adressent les immeubles résidentiels récemment surgis de terre dans le quartier : PLUS [1], accession à la propriété, résidences étudiantes, ateliers d'artistes... C'est aux couches moyennes et non à ce qui subsiste de couches populaires que sont destinés les habitations nouvellement construites. Pourtant, 83% des demandeurs de logements sociaux à Ivry ne rentrent que dans la catégorie PLAI [2].

<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH220/f641da40-9677-11de-8a94-e13aad4a9338-dabd4.jpg>

Signe de dynamisme, se félicite-t-on en mairie, la population s'accroît enfin. Mais si le quartier d'Ivry-port se porte effectivement mieux, cela ne concerne plus les mêmes habitants. De 1999 à 2006, le nombre de cadres, de professions intellectuelles supérieures et intermédiaires a en effet augmenté, tandis que baissait celui des ouvriers et employés. La hausse des prix du mètre carré des appartements à vendre s'est évidemment accompagnée de celle de la proportion des nouveaux venus susceptibles de les acheter.

Cette *renaissance* restait néanmoins encore embryonnaire et un peu désordonnée. Il était urgent de la *booster* avec un projet de développement et d'aménagement aux petits oignons. Ce fut

« Confluences ». Au regard de ces villes réaménagées et standardisées par des municipalités de gauche qui les gèrent comme une entreprise, à coup de marketing urbain et de « démocratie participative », Ivry ne pouvait

continuer à être l'exception qui infirmait la règle.

La municipalité « communiste » a donc entrepris d'y conduire, avec l'énergie des nouveaux convertis, ce qu'on fait partout ailleurs. Mêmes orientations, acteurs et discours. Place aux bureaux, aux centres commerciaux, aux équipements de prestige et à l'habitat haut de gamme.

<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH219/ivry-port-16juin-G-b4710.jpg>

Comme il fallait s'y attendre, « Confluences » s'inscrit dans une politique de « métropolisation ». En l'occurrence, la laborieuse gestation du fameux « Grand Paris ». Dans la droite ligne de l'opération Seine-rive gauche en voie d'achèvement, la « rénovation » d'Ivry-Port est elle-même incluse dans l'OIN « Opération d'intérêt national » Orly-Rungis-Seine amont, qui prolongera vers le sud-est l'expansion mégapolitaine de la capitale. On comprend dès lors que les élus « communistes » d'Ivry-sur-Seine aient vu grand. Le projet, dont la mise en œuvre devrait s'échelonner sur une vingtaine d'années, prend place au cœur d'une ZAC de 145 hectares dont 95 mutables [3]. Au programme ? La destruction de plus de 50 % du bâti et la construction de locaux destinés à des activités économiques, surtout du tertiaire à forte valeur ajoutée, des équipements publics et des logements. Ces derniers se répartissent pour moitié en logement social (dont 15 % seulement de PLAI) et pour moitié en accession. En prime : un « pôle de compétitivité », Medicen (nouvelles technologies médicales), et un « pôle d'excellence », Matériaupole (matériaux de construction issus de la combinaison science-industrie-art-design et intégrant des « approches environnementales »).

Après le contenu du projet, les acteurs. Pour Ivry Confluences, c'est la Sadev 94 – « développeur et aménageur » du quartier – qui mène la danse. Cette société d'économie mixte s'est déjà illustrée par sa participation à des réalisations urbaines à caractère « social » peu prononcé, avec d'excellents résultats : dix millions d'euros de bénéfices en 2010. Les promoteurs ? Il sont quatre : Icade promotion, le groupe Brémond et les branches immobilières du Crédit Agricole et de Bouygues. Inutile de commenter... Quelques starchitectes, urbanistes et paysagistes de renom seront aussi de la partie.

Les discours tricotés pour l'occasion, qu'ils proviennent des publications municipales, de la presse locale, des élus ou des professionnels de l'aménagement, donnent une furieuse impression de déjà lu.

Et pour cause : le vocabulaire, redondant et fastidieux, semble puisé dans ce lexique techno-métropolitain faisant parler les « décideurs » d'une seule voix dès lors qu'il est question d'urbanisme [4]. Défile ainsi les poncifs habituels du « renouvellement urbain » : « Régénérer le territoire », « Convertir les nombreuses friches industrielles et terrains disponibles en quartier mixte et animé », « Créer une ville innovante » et susciter du « lien social » en favorisant la « proximité », contribuer au « renouveau de la ville » par le « désenclavement » du quartier et la « réappropriation des berges de Seine », « promouvoir la biodiversité locale » parallèlement à la « mixité sociale »...

La récurrence, presque obsessionnelle, du terme « développement » dans ce discours de facture parfaitement technocratique montre que c'est l'économie qui, dans ce réaménagement annoncé du bord de Seine, est au poste de commandement. Une économie purement capitaliste, on s'en doute, puisque Ivry-port « se positionnera dans la dynamique du pôle financier de Bercy et de Paris Rive gauche », secteur lui aussi entièrement rénové, sous l'égide du « partenariat public-privé ».

Entre « optimisation » et « synergie », on a du mal à discerner ce que recouvre cette novlangue euphorisante. Pour ce faire, il faut aller « sur le terrain », non pas à la manière des chercheurs en sciences sociales inféodés aux autorités qui ne s'y rendent qu'accompagnés de militants encartés ou de « médiateurs » stipendiés, mais en rencontrant des habitants qui ne s'en laissent pas compter sur le terrain », à la rencontre des habitants qui ne s'en laissent pas compter.

<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L369xH276/11494321-b4d6d.jpg>

Il vous montreront ou vous raconteront l'envers du décor urbain rutilant que font miroiter maquettes, panneaux, *clips* et *power point*. Rétention d'information, maquettes du projet non remises à jour. Des dizaines d'expulsions, ces derniers mois, sans aucune proposition de relogement pour les familles et personnes chassées de leurs foyers. Démolition de plus de 400 logements dont une partie en bon état, préemptions et expropriations à des prix bien inférieurs au marché, empêchant les petits propriétaires avec peu de moyens de racheter sur place, des propositions de relogement indécentes pour les locataires (plus petit, plus cher, pas forcément dans le quartier). La fermeture de dizaines de commerces de proximité (salons de coiffeurs, boulangeries, quincailleries, garages, épiceries ...) au profit d'enseignes franchisées et de centres commerciaux. La destruction des liens sociaux et des solidarités ... Les habitants touchés par le projet vivent dans l'angoisse et l'incertitude quant à leur avenir, attendant de savoir à quelle sauce ils vont être mangés.

On laissera le mot de la fin à un Ivryen, écoeuré et désabusé à l'issue d'une énième « réunion de concertation » avec les élus locaux : « Une ville communiste, c'est une ville pour le peuple, et le peuple il est tout seul. »

*Post-scriptum :*

Article publié dans la revue Article 11, février-mars 2011.

---

[1] PLU : Prêt locatif à usage social. Financé par l'État il permet de rendre le logement social accessible à des locataires dont les ressources dépassent jusqu'à 20% du plafond.

[2] Destiné aux HLM et aux sociétés d'économie mixte, le prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) est destiné à l'acquisition, la construction et la transformation de logements loués à des personnes cumulant difficultés économiques et difficultés sociales.

[3] Dans le jargon de la technocratie aménageuse, « est définie comme mutable toute emprise dont la valeur du nouvel usage est potentiellement supérieure à celle de l'usage actuel. » Nul besoin d'être marxiste pour deviner que c'est de valeur d'échange qu'il s'agit. En termes clairs : tout ce qui n'est pas ou pas suffisamment rentable doit dégager. Les constructions, les activités ou les gens.

[4] Jean-Pierre Garnier, « Petit lexique techno-métropolitain », [www.article11.info/?Petit-lexique-techno-metro](http://www.article11.info/?Petit-lexique-techno-metro).